

# Tribune des Groupes de l'Opposition

Les textes ci-dessous sont publiés sous la seule responsabilité de leurs auteurs

## LA GAUCHE



Wilfrid VINCENT



Catherine LEVERT



Joaquim TIMOTEO



Séverin PRENE



Fatma  
BOUVET DE LA  
MAISONNEUVE



Joëlle LASSERRE



Carmelina  
de PABLO



Paul-André  
MOULY

### « Souriez, vous êtes filmé »

En Sarkozy, les citoyens sont suspects a priori. En Mettonie aussi.

En effet, la majorité de droite a décidé de multiplier le nombre de caméras de surveillance dans les rues. Les Montrougiens seraient-ils tous des suspects potentiels ? Tous ou certains d'entre eux ? Car ces nouvelles caméras seront localisées essentiellement dans des lieux déjà stigmatisés, quartiers de la Solidarité et de la place Jean Jaurès, et signalés comme des endroits où se retrouvent des jeunes.

Ce sont les conditions sociales de ces quartiers populaires et la négligence avec laquelle on les traite qui les écartent de la vie active de la ville. Il dépend de la volonté des élus d'améliorer la cohésion sociale, d'ouvrir le dialogue avec tous les habitants sans aucune distinction, afin d'améliorer leur qualité de vie.

Si l'on peut comprendre l'utilité de caméras pour des bâtiments publics, leur utilisation dans les rues est une atteinte au respect des libertés.

Les jeunes de Montrouge, qui sont considérés comme des « délinquants réels ou potentiels », demandent simplement du travail, mais aussi plus d'éducateurs, l'accès à des équipements sportifs les week-end... Aurait-on oublié que « mieux vaut prévenir que guérir » ?

La politique ultra-sécuritaire de la droite masque les incompétences et défaillances de l'État ! D'ailleurs, Nicolas Sarkozy, devant l'échec de sa

politique sécuritaire, réinstalle la police de proximité qu'il avait lui-même dissoute !

En Grande-Bretagne, où la vidéosurveillance est très développée, les statistiques montrent qu'au mieux 3 % des vols seraient élucidés par cette technique. En France, un rapport commandé par l'Institut national des hautes études de la sécurité et la ministre de l'Intérieur souligne que les systèmes de vidéosurveillance sont souvent obsolètes, mal utilisés, voire inutiles et toujours coûteux.

Ce qui importe aujourd'hui, c'est de faire à nouveau travailler ensemble tous les acteurs sociaux, avec les personnes concernées.

À toutes et à tous, nous souhaitons, néanmoins, une bonne rentrée.

La piscine : Aucune annonce de date d'ouverture. Elle aura donc été fermée une nouvelle fois pendant les vacances et ne sera sans doute pas rouverte pour cette rentrée. En revanche, les travaux supplémentaires se succèdent qui viennent augmenter la facture que les Montrougiens paieront.

#### POUR CONTACTER LES ELUS :

Socialistes : 108, av. Henri Ginoux - 92120 Montrouge  
(01.42.53.88.10) Mail : psmontrouge@free.fr

Les Verts : BP 77 - 92123 Montrouge Cedex.

Mail : lesvertsmontrouge@gmx.fr

Radical de gauche : prgmontrouge@yahoo.fr

## PCF



Catherine ROBINEAU



Claude DROUET

### Pour une Europe des peuples

Invités à se prononcer par référendum sur le traité de Lisbonne, le 12 juin dernier, les Irlandais l'ont rejeté à 53,4 %. Ce choix souverain est une victoire pour la démocratie et pour l'Europe.

Après le Non bafoué des Français et des Néerlandais, les Irlandais ont tenu à exprimer leurs rejets de la concurrence libre et non faussée, des pouvoirs de la banque centrale et du pacte de stabilité, de la mise en concurrence des salariés et des peuples, du démantèlement des services publics, des droits sociaux et démocratiques.

Ce résultat est également un désaveu pour notre président et sa politique. Au mépris du suffrage universel, N. Sarkozy, sitôt élu, s'est empressé d'élaborer ce texte dit de Lisbonne et redonnait ainsi vie à une Constitution européenne pourtant condamnée par le peuple français à 55 % et par les Montrougiens à 40 %.

Il est donc nécessaire que ce traité constitutionnel soit abandonné en l'état, et ne pas obliger les Irlandais à revoter, comme N. Sarkozy a tenté de le faire. Il faut arrêter de construire l'Europe contre les peuples.

Les choix politiques actuels sont soumis aux impératifs des marchés financiers et ils tirent vers le bas l'ensemble des droits sociaux plutôt que de promouvoir une autre Europe dont les peuples ont besoin.

Une Europe harmonisant, par le haut, ses réglementations sociales et fiscales. Une Europe développant des politiques économiques, industrielles, et des investissements créateurs d'activité et d'emplois. Une Europe faisant des services publics le cœur des choix engagés au bénéfice des habitants.

Une Europe du progrès des droits et de la citoyenneté, démocratisant ses Institutions, rapprochant le pouvoir de décision du citoyen, revalorisant le rôle des Parlements nationaux et du Parlement européen, réorientant et maîtrisant les orientations de la BCE, les prérogatives de la Commission.

Tels sont les enjeux fondamentaux au moment où la France assure la présidence de l'Union européenne depuis le 1<sup>er</sup> juillet.

Groupe PCF

14, rue C. Pelletan

# Droit de réponse

Cette nouvelle tribune de l'opposition est bien à l'unisson de la précédente, avec son manque total de politesse. La politique n'a rien à gagner de ces attaques personnelles, au contraire. Le lecteur appréciera.

Quant au fond, je suis surpris que l'opposition enfourche ce cheval de bataille largement dépassé. La gauche a perdu les élections de 2002 parce qu'elle avait échoué sur la sécurité. Même Lionel Jospin reconnaissait sa naïveté dans ce domaine. Depuis, la vidéo s'est beaucoup développée comme outil de dissuasion de la délinquance. Elle fait même consensus puisque les villes de gauche s'y sont mises, comme à Clichy dans les Hauts-de-Seine.

Nous avons dans ce domaine à Montrouge suffisamment d'expérience puisque nos premières caméras ont été installées en 2000 sans que nous n'ayons reçu aucune plainte de qui que ce soit. La nouveauté, c'est qu'il est maintenant possible de faire déporter les images des caméras, en temps réel, au commissariat de police nationale qui y est bien sûr très favorable. Cela leur permettra en cas d'incident de visualiser le site pour adapter leur intervention. Quant à l'implantation de caméras, elle a été étudiée avec le commissariat en fonction des points qui lui posent le plus de problèmes.

C'est vrai, nous refusons l'implantation de dealers et le développement du trafic de drogue sur la commune pour la sécurité de nos enfants, pour lutter contre l'économie parallèle qui se crée autour, ainsi que pour éviter l'utilisation d'enfants de plus en plus jeunes dans ces trafics. La vidéo-protection nous y aide et c'est donc tout naturellement que nous y avons recours, comme beaucoup de villes maintenant. Quant à opposer prévention et répression, il y a longtemps que ce débat a été abandonné. L'une n'empêche pas l'autre et à Montrouge, depuis toujours, nous faisons les deux.

*Le Maire  
Directeur de la publication*